



WWF

RAPPORT

RDC

2013



Norad

RAPPORT DE SUIVI FORESTIER 2013



AVANT-PROPOS

Voici l'édition 2013 du rapport de suivi forestier indépendant en RDC, résultat d'un travail collaboratif entre les organisations de la société civile, le secteur privé, les institutions publiques et les communautés locales. C'est le quatrième du genre produit encore une fois avec le soutien technique, financier et logistique du Fonds Mondial pour la Nature (WWF-RDC) à travers ses deux projets « Renforcement des capacités pour la gestion durable des forêts dans le cœur vert en Afrique centrale », en sigle SFM-GHOA et « Renforcement des capacités de la société civile environnementale » (SCAPE) particulièrement consacrés à la promotion de la gouvernance forestière.

Le rapport 2013 s'est appesanti sur les réalisations sociales des entreprises forestières dans le cadre des clauses sociales des cahiers de charges qu'elles ont signées avec les communautés riveraines des concessions forestières (les communautés vivant dans les abords immédiats de leurs concessions). Contrairement à l'année dernière, seuls les titres convertis et comportant des clauses sociales dûment signées ont été visités par une quinzaine d'observateurs de la société civile.

L'équipe des observateurs était constituée de : Me Muabokote (AEHD), Alain Parfait Ngulungu (ACB), Guy Lyaki (ADPE), Carmel Kifukieto (CAGDFT), Raphaël Mboyo Bikopo (CIDB), Yannik Ngwangu (DDFK), Philo Mwamba (F&E), Tshotsho Zombe (GAPE), Souzy Binda Lelo (GTF), Blandine Kongolo (OCEAN), Djibril Bisambu Ngoy (NTOMBOKOLO), Jean Paul Mola (THALITHA KOUMI), Thimothé Wakendakenda (OAN, Peter Lukamba (OCPE) et Rigobert Mola (CAPID).

Le présent rapport, qui est la synthèse des rapports produits par les observateurs de la société civile, a été consolidé par Belmond Tchoumba avec les contributions de Jean Marie Bolika, Marguerite Nzuzi et Alphonse Longbango.

Qu'il nous soit permis d'exprimer notre profonde gratitude à ces observateurs infatigables, aux entreprises forestières pour leur collaboration ainsi qu'aux communautés locales et aux peuples autochtones visités pour leur hospitalité légendaire.



Nous espérons vivement que les constats et les conclusions de ce rapport permettront aux entreprises forestières d'améliorer leurs performances sociales et de respecter la réglementation y afférente, et à l'Etat de s'impliquer davantage dans le suivi des clauses sociales des cahiers de charges des concessions forestières afin d'améliorer la gouvernance du secteur forestier en RD Congo.

Les organisations de la société civile apportent donc à travers ce rapport leur contribution à la mise en œuvre de la législation et de la réglementation forestière à travers l'observation indépendante non mandatée de la gestion forestière afin d'améliorer

la gouvernance forestière en République Démocratique du Congo tel que prévu par l'arrêté ministériel N°/102/CAB/MIN/ECN-T/15/JEB/09 du 16 juin 2009 du Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme fixant les règles et les formalités du contrôle forestier.

La publication du rapport a été rendue possible grâce à l'appui financier de l'Agence Norvégienne pour le Développement (NORAD).

Il est à souligner que le WWF ainsi que son bailleur de fonds NORAD, ne peuvent être tenus responsables des données, analyses et opinions exprimées dans le présent rapport.

Photo 1 : Séance de formation des observateurs sur le cubage de bois.



Qu'il nous soit permis d'exprimer notre profonde gratitude à ces observateurs infatigables, aux entreprises forestières et à l'administration décentralisée pour leur collaboration ainsi qu'aux communautés locales et aux peuples autochtones visités pour leur hospitalité légendaire.

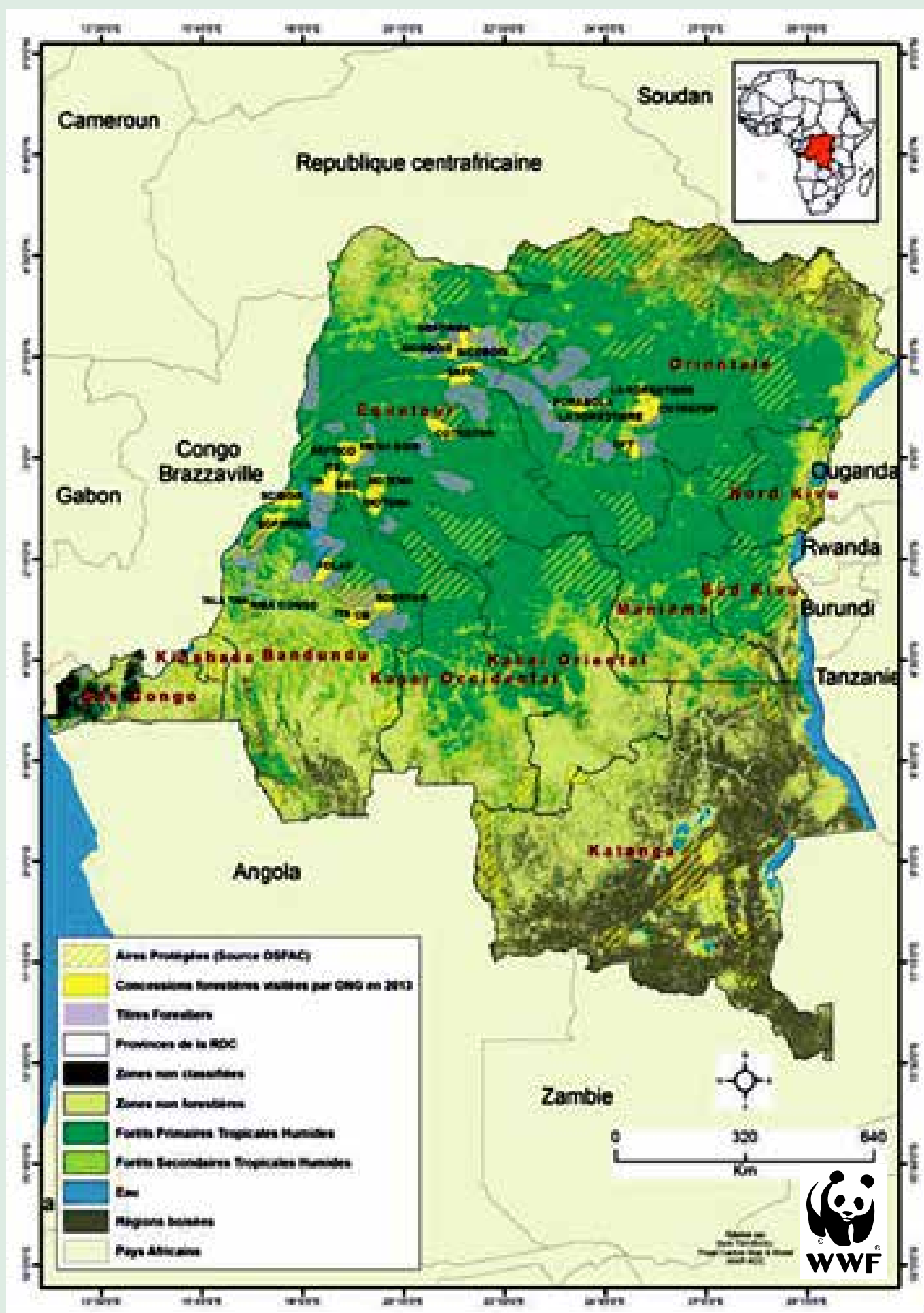


TABLE DE MATIERES

Avant - propos	2
Liste des tableaux	6
Liste des Acronymes	7
Résumé exécutif.....	8
0. Introduction	10
1. Echos des principales recommandations faites en 2012	13
2. Objectifs	14
2.1. Objectif général.....	14
2.2. Objectifs spécifiques.....	14
3. Démarche méthodologique	15
3.1. Identification et formation des observateurs.....	15
3.2. Choix des sites à couvrir	15
3.3. Collecte des données sur le terrain	15
3.3.1. Revue documentaire.....	15
3.3.2. Interviews.....	16
3.3.3. Observations directes.....	16
3.4. Analyse des données et production du rapport.....	16
4. Principaux résultats / constats faits en 2013	17
4.1. Etat d'avancement du processus de conversion des titres forestiers ..	17
4.2. Etat des lieux des titres visités au cours de la mission de suivi	18
4.3. Quid de l'aménagement forestier	20
4.4. Niveau d'exécution des clauses sociales	20
4.4.1. Quelques réalisations concrètes.....	20
4.4.2. Des négligences et suspensions unilatérales des travaux prévus dans le cadre des clauses sociales par les entreprises.	23
4.5. Capacités des CLG et CLS	25
4.6. Conditions de vie difficiles des travailleurs forestiers vivant dans les camps	25
4.7. L'exploitation illégale du bois à la peau dure	26
4.8. L'exploitation artisanale du bois en violation de la loi.	26
4.8.1. L'exploitation artisanale illégale à caractère industriel identifiée.	26
4.8.2. Présence des opérateurs étrangers dans l'exploitation illégale du bois.	27
Conclusion	28

Annexes	32
Annexe 1 : Les clauses sociales du cahier des charges des contrats de concessions forestières en RDC : Une Expérience Enrichissante.....	32
Annexe 2 : Informations sur les ONGs partenaires ayant effectués la mission en 2013.....	34
Annexe 3 : Concessions forestières visitées par les missionnaires en 2013.....	35
Annexe 4 : Permis de coupe artisanale de bois octroyés dans la province de Bandundu en 2013	36

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Titres non encore convertis	17
Tableau 2 : Liste des titres couverts par le suivi forestier indépendant.....	19
Tableau 3 : Activité illégale à Bolomba	27

LISTE DES ACRONYMES

ACB	: Action Commune pour la Biodiversité
ACIBO	: Autorisation de Coupe Industrielle du Bois
AEHD	: Action Evangélique et Humanitaire pour le Développement
ADPE	: Action pour la Défense des droits des peuples de la forêt et de l'Environnement
APV	: Accord de Partenariat Volontaire
CAPID	: Collectif des Associations Pygmées d'Ingende
CIDB	: Centre d'Information pour le Développement des Batwa
CIM	: Commission Interministérielle
COLO	: Communautés Locales
CLG	: Comité Local de Gestion
CLS	: Comité Local de Suivi
CSCC	: Clause Sociale des Cahiers des Charges
DDFK	: Dynamique pour le Développement des Fermiers de Kipwita
DIAF	: Direction des Inventaires et d'Aménagement Forestier
DCVI	: Direction de Contrôle et de Vérification Interne
DGF	: Direction de la Gestion Forestière
F&E	: Femmes et Environnement
FIB	: Fédération des Industriels du Bois
GACC	: The Great Apes of Congo Center
GAPE	: Groupe d'Action pour la Protection de l'Environnement
GTF	: Groupe de Travail Forêts
IGED	: Initiative pour la Gestion de l'Environnement
ILDI	: Initiative locale pour le Développement Intégré
MECNT	: Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme
OCEAN	: Organisation Concertée des Ecologistes et Amis de la Nature
OFAC	: Observatoire des Forêts d'Afrique Centrale
OI	: Observation Indépendante
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PA	: Peuples Autochtones
PABO	: Paysans -Artisans de Bongandanga
PCA	: Permis de Coupe Artisanale
PG	: Plan de gestion
PSCB	: Permis Spécial de Coupe des Bois
SFM-GHOA	: Renforcement des capacités pour la gestion durable des forêts dans le cœur vert d'Afrique Centrale
RDC	: République Démocratique du Congo
SODEFOR	: Société de Développement Forestier
SCAPE	: Projet de renforcement des capacités de la société civile environnementale
TNC	: Titres non convertis
TC	: Titres convertis
UDME	: Union pour le Développement des Minorités Ekonda
UEFA	: Union pour l'Emancipation de la Femme Autochtone
WWF	: Fonds Mondial pour la Nature

RESUMÉ EXÉCUTIF

L'amélioration de la gouvernance forestière est une grande préoccupation de tous les acteurs du secteur forestier en République Démocratique du Congo. Différentes approches et méthodes sont adoptées par les uns et les autres afin d'y parvenir. Dans sa stratégie, le Fonds Mondial pour la Nature (WWF-RDC) a pour sa part, opté de renforcer les capacités des acteurs de la société civile environnementale nationale et de faciliter leur implication dans le suivi indépendant non mandaté de l'exploitation forestière industrielle. Ce suivi indépendant vise non seulement à identifier les manquements dans l'application de la réglementation forestière afin de les dénoncer mais aussi à faire des propositions concrètes en vue de l'amélioration de la gouvernance dans le secteur. C'est dans cette perspective que se situe le rapport du suivi forestier 2013, qui a mobilisé 15 observateurs provenant de 15 ONG nationales. L'équipe d'observateurs s'est déployée à travers un espace correspondant à 25 titres forestiers appartenant à 17 entreprises forestières et couvrant une superficie totale de 4 547 842 ha. Les concessions forestières visitées qui avaient été choisies sur la base d'un certain nombre de critères étaient réparties sur 13 territoires administratifs situés dans les trois provinces forestières du pays (Equateur, Bandundu et province Orientale).

Un accent particulier a été mis sur la mise en œuvre des clauses sociales des cahiers de charge des concessionnaires forestiers. Il résulte de ces missions que les entreprises, de façon globale, font des efforts pour tenir leurs engagements sociaux vis-à-vis des communautés locales riveraines, comme peuvent le témoigner les infrastructures socioéconomiques construites ici et là dans les villages visités. Toutefois, il a été observé que dans la plupart des cas, ces travaux sont en retard par rapport au chronogramme préalablement établi, que les comités locaux de gestion et de suivi ne font pas toujours convenablement leur travail et n'ont très souvent pas la capacité pour le faire.

Au-delà des clauses sociales, les observateurs ont noté que le processus de l'aménagement forestier continue de piétiner. Seules deux entreprises ont déposé des plans d'aménagement pour validation auprès de l'administration forestière. Il faut cependant noter que certaines autres ont déjà engagé des activités préliminaires devant concourir à la finalisation de leur plan d'aménagement. Dans certains cas les inventaires d'aménagement sont en cours de réalisation ou de finalisation, dans d'autres, ce sont les études socioéconomiques qui sont en cours de réalisation ou de finalisation.





Photo 2 : Communauté locale de YAFUNGA (Isangi / Province Orientale)

Le Fonds Mondial pour la Nature (WWF-RDC) a pour sa part, opté de renforcer les capacités des acteurs de la société civile environnementale nationale et de faciliter leur implication dans le suivi indépendant non mandaté de l'exploitation forestière industrielle.

L'exploitation illégale est toujours préoccupante. Certains exploitants artisanaux s'attaquent même aux concessions forestières. Il a été tout de même noté une certaine évolution dans l'octroi des permis de coupe artisanale de bois. Les permis sont de moins en moins attribués aux personnes morales et davantage aux personnes physiques, conformément à la réglementation en vigueur¹.

En ce qui concerne les questions sociales internes, les observateurs ont examiné les bases vie des travailleurs et ont noté que dans beaucoup de cas, les conditions de vie de ces derniers sont encore très précaires et que les habitations ne répondent pas aux standards minima prescrit par la réglementation en vigueur.

Au regard de toutes ces observations, l'équipe formule les recommandations suivantes :

- Accélérer les réformes pour mettre notamment un terme au processus de conversion des anciens titres en contrat de concessions forestières.
- Exiger des entreprises forestières qu'elles achèvent l'élaboration des plans d'aménagement de leurs concessions.
- Renforcer les capacités des CLG et CLS pour une meilleure gestion des ressources mises à leur disposition.
- Améliorer le contrôle forestier pour réduire l'exploitation illégale du bois d'œuvre.

¹ Voir la liste des permis artisanaux octroyés en 2013. La plupart de ces permis sont effectivement octroyés aux personnes physiques

INTRODUCTION

L'exploitation forestière illégale à la peau dure en RD Congo. Elle est multiforme et concerne autant les opérations d'exploitation proprement dites que ses aspects sociaux. Le rapport de suivi forestier de la société civile environnementale 2013 s'est appesanti justement sur ces aspects sociaux et notamment sur la mise en œuvre des clauses sociales des cahiers de charges des concessions forestières. Comme les années précédentes, les observateurs indépendants issus de la société civile environnementale se sont déployés sur le terrain pour enquêter sur le niveau de réalisation des infrastructures sociales par les entreprises forestières conformément aux engagements pris avec les communautés locales et les peuples autochtones riverains. Ils se sont également intéressés à l'état d'avancement de l'aménagement des titres visités et à l'exploitation forestière illégale.

Le présent rapport est une compilation des données collectées par les représentants des ONG partenaires dans les provinces du Bandundu, de l'Équateur et dans la Province Orientale.

Les informations ont été collectées par 15 ONG partenaires du WWF-RDC qui ont ainsi suivi 25 titres forestiers situés dans 13 territoires forestiers de la RDC.

Ce rapport est produit au moment où le Ministère de l'Environnement a adopté

un nouveau cadre global d'interventions dans les secteurs de l'environnement, des forêts, des ressources en eau et de la diversité biologique, dont les axes stratégiques sont alignés sur les directives de la Communauté Économique des États d'Afrique Centrale (CEEAC) notamment le Plan de convergence de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), sur les directives du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC) ainsi que celles de la Southern African Development Community (SADC) sur un horizon de 10 ans. Ce cadre stratégique dénommé Programme National Eaux, Forêts Environnement et Biodiversité (PNEFEB), a inscrit la gestion et la valorisation durables des ressources forestières au rang de ses priorités.

Le suivi forestier indépendant est aligné sur le plan de convergence de la COMIFAC qui insiste d'ailleurs sur « l'accompagnement des pays dans les initiatives de légalité et de gouvernance forestière pour que les États d'Afrique Centrale gèrent durablement et d'une manière concertée leurs ressources forestières pour le bien-être de leurs populations, pour la conservation de la diversité biologique et pour la sauvegarde de l'environnement mondial ² ».

² Plan de Convergence de la COMIFAC, adopté par la Conférence des Ministres en charge des forêts, à Yaoundé en 2000.





Photo 3 : Dispensaire construit par SODEFOR dans la base vie de Nteno à Oshwe (Bandundu)

Le suivi forestier indépendant est aligné sur le plan de convergence de la COMIFAC qui insiste d'ailleurs sur « l'accompagnement des pays dans les initiatives de légalité et de gouvernance forestière pour que les États d'Afrique Centrale gèrent durablement et d'une manière concertée leurs ressources forestières pour le bien-être de leurs populations, pour la conservation de la diversité biologique et pour la sauvegarde de l'environnement mondial

Le travail d'observation indépendante non mandatée réalisé par la société civile environnementale s'est par ailleurs déroulé dans un contexte marqué par certains faits concernant la gouvernance forestière en RDC dont nous citerons:

- la poursuite de la facilitation des négociations des clauses sociales du cahier des charges des concessions forestières,
- la relance des travaux de la commission technique APV FLEGT (Accord de Partenariat Volontaire relatif à l'application des réglementations forestières à la gouvernance et aux échanges commerciaux du bois et produits dérivés) entre la République Démocratique du Congo et l'Union Européenne ;
- la signature de l'arrêté interministériel N°001/CAB/MIN/ECN-T/13/BNME/013 et CAB/MIN/FINANCES/2013/747 du 21 mars 2013 des Ministères de l'Environnement et de celui des Finances portant fixation des taux des droits, taxes et redevances à percevoir en matière forestière qui constituent une

régression par rapport aux avancées réalisées dans le secteur,

- Le recours soumis par la société civile environnementale auprès de la cour suprême de justice daté du 07 juin 2013 demandant l'annulation de l'arrêté interministériel N°001/CAB/MIN/ECN-T/13/BNME/013 et CAB/MIN/FINANCES/2013/747 du 21 mars 2013 du Ministère de l'Environnement et du Ministère des Finances portant fixation des taux des droits, taxes et redevances à percevoir en matière forestière, suivi de la réaction de l'Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne sur le même arrêté ;
- La lettre N°1274/CAB/MIN/ECN-T/11/BNME/2013 du Ministre de l'Environnement Conservation de la Nature et Tourisme datée du 22 avril 2013 portant sur les conditions à réunir pour l'exportation du bois adressée au Directeur Général de la DGDA (Direction Générale des Douanes et Accises) contredisant la lettre N°834/CAB/MIN/ECN-T/00/

BNME/012 Ministre de l'Environnement Conservation de la Nature et Tourisme adressée au Directeur Général de la DGDA sur le gel des procédures à l'exportation du bois en RDC ;

- l'arrêté ministériel N°083/CAB/MIN/ECN-T/11/BNME/2013 du 30 septembre 2013 du Ministère de l'Environnement modifiant et complétant l'arrêté ministériel N°/022/CAB/MIN/ECN-T/15/JEB/2008 du 07 août 2008 fixant la procédure d'autorisation de cession, de location, d'échange ou de donation d'une concession forestière ;
- La signature de l'arrêté ministériel N°062/CAB/MIN/ECN-T/025/BNME/13 du 03 mai 2013 du Ministère de l'Environnement portant création de la commission de suivi du processus de conversion des anciens titres forestiers ;
- l'arrêté ministériel N°063/CAB/MIN/ECN-T/05/10/BNME/2013 du Ministère de l'Environnement du 16 mai 2013 portant création, organisation et fonctionnement

d'une Commission chargée de la lutte contre l'exploitation illégale du bois ;

- Le ralentissement du développement du processus REDD (réduction des émissions en provenance de la déforestation et de la dégradation des forêts) en République démocratique du Congo ;
- La revue du Programme Forêts et Conservation de la Nature au niveau national (UCPFCN) qui est devenue le Programme National Environnement, Forêts, Eaux et Biodiversité (PNEFEB – 2^{ème} Génération) ;
- La croissance accrue de l'exploitation informelle illégale du bois d'œuvre ;
- La récurrence des saisies de cargaisons de bois illégal en provenance de la RDC par les pays membres de l'UE (Belgique, Allemagne) ;
- etc.

Après avoir rappelé les principales recommandations faites en 2012, le rapport présente ensuite les objectifs du suivi indépendant, la méthodologie de collecte d'informations, les résultats obtenus et quelques recommandations qui en découlent.



1. ECHOS DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS FAITES EN 2012

Le rapport de suivi forestier 2012 avait formulé des recommandations qui n'ont pas toujours été prises en compte par les autorités compétentes. Ces recommandations étaient faites dans le but d'aider le Gouvernement et les entreprises forestières à mettre de l'ordre dans le secteur et à consolider ainsi une bonne gouvernance forestière en République Démocratique du Congo. Le rapport de suivi forestier 2012 avait notamment recommandé que :

- ✓ l'administration forestière fasse preuve de plus de volonté politique et s'implique davantage dans son rôle officiel de gardien du respect de la législation forestière. Cette volonté politique devrait se traduire par des contrôles réguliers et aboutir à des sanctions exemplaires infligées aux contrevenants. De même, l'administration forestière devrait donner l'exemple en respectant elle-même toutes les dispositions de la loi, notamment celles relatives à l'octroi des autorisations et autres permis de coupe ;
- ✓ le processus de négociation de l'Accord de Partenariat Volontaire entre la RD Congo et l'Union européenne, qui constitue un bon moyen pour réconcilier les acteurs autour de la définition de la



Photo 5 : Dispensaire construit par FORABOLA à Ileko (Basoko, Province Orientale)



Photo 6 : Camps des travailleurs de la Société COTREFOR (Alibuku, Province Orientale)

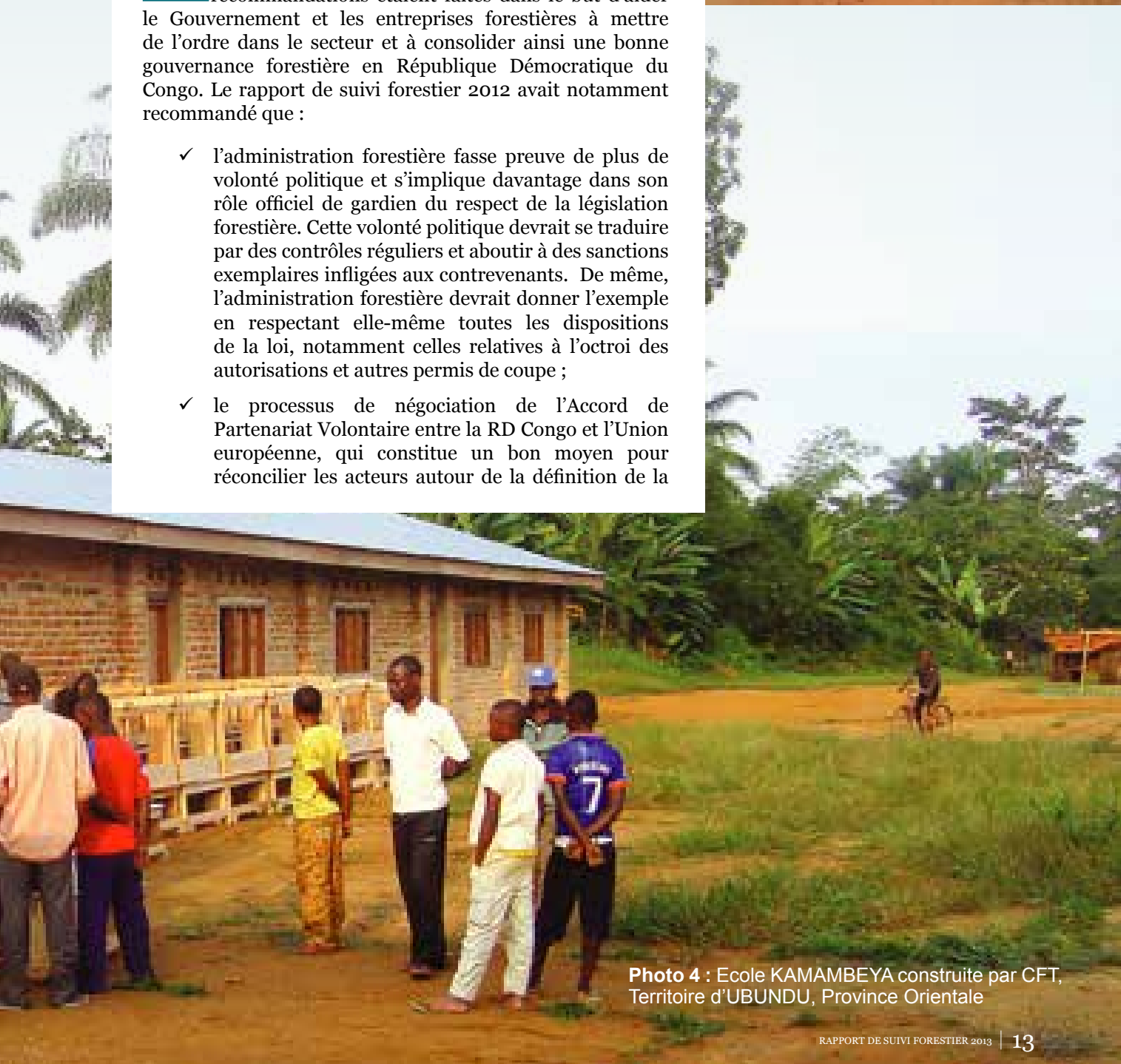


Photo 4 : Ecole KAMAMBEYA construite par CFT, Territoire d'UBUNDU, Province Orientale

légalité en matière forestière et des réformes nécessaires pour améliorer la gouvernance du secteur forestiers en RDC soit accéléré ;

- ✓ le pouvoir judiciaire soit renforcé pour s'impliquer davantage dans la répression de la criminalité forestière ;
- ✓ le résultat du processus de conversion des anciens titres forestiers soit évalué afin de s'assurer que les entreprises dont les titres ont été convertis possèdent les capacités techniques et financières pour exploiter les forêts qui leur ont été concédées et honorent leurs engagements sociaux vis-à-vis des communautés locales et des peuples autochtones ;

- ✓ les comités locaux de gestion et de suivi soient renforcés afin de mieux assurer les tâches qui leur sont dévolues en termes de gestion et de suivi du fonds de développement local ;
- ✓ les textes d'application sur les forêts des communautés locales soient signés pour permettre aux exploitants artisanaux d'exercer leurs activités en toute légalité, mais aussi et surtout pour permettre une plus grande implication des communautés locales et des peuples autochtones dans la gestion durable des ressources forestières du pays.

2. OBJECTIFS



Photo 7 : Grumes abandonnées dans la concession ITB (Oshwe, Bandundu)

Les objectifs du suivi forestier sont restés les mêmes depuis la première édition et se présentent comme suit :

2.1. Objectif général

L'objectif global du suivi forestier indépendant est de contribuer à améliorer la gouvernance forestière en RDC à travers le monitoring par la société civile des engagements légaux des entreprises d'exploitation industrielles.

2.2. Objectifs spécifiques

Les principaux objectifs spécifiques du suivi sont les suivants :

- Collecter, analyser et diffuser des informations sur l'application de la réglementation forestière en général et sur les clauses sociales des cahiers de charge en particulier ;
- Suivre les impacts des réalisations sociales des entreprises forestières sur les conditions de vie des populations bénéficiaires ;
- Inciter et encourager les entreprises forestières à respecter leurs engagements sociaux ;
- Documenter et diffuser des informations sur l'exploitation forestière illégale ;
- Amener le gouvernement à prendre des mesures appropriées pour mettre fin à l'exploitation illégale du bois dans les concessions forestières et leurs environs ;
- Contribuer à la réflexion sur l'amélioration de la gouvernance forestière en RDC.

3. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Le suivi forestier indépendant par les organisations de la société civile environnementale est un travail collaboratif, faisant intervenir de nombreux acteurs, qui se déroule en plusieurs étapes.

3.1. Identification et formation des observateurs

Les observateurs sont choisis au sein des organisations de la société civile partenaires du WWF et actives dans le secteur environnement et forêt. Elles doivent avoir une expérience de travail dans les zones ciblées.

Comme en 2012, une vingtaine d'organisations a été identifiée et a désigné chacune un observateur. Tous les observateurs ainsi désignés ont reçu une formation sur les méthodes et techniques d'observation indépendante³ au cours d'un atelier organisé à cet effet. Les experts de la mission de facilitation des négociations des clauses sociales ont apporté leur expertise et leur expérience au cours de cette formation.

3.2. Choix des sites à couvrir

Quatre critères majeurs ont orienté le choix des sites à visiter pour le suivi forestier indépendant en 2013. Il s'agit du statut et de l'état du titre, de son accessibilité, de la volonté du concessionnaire à collaborer. Ainsi, seuls les titres jugés convertibles en contrat de concession forestière et supposés être effectivement en activité ont été sélectionnés.



Photo 8 : Dispensaire construit par FORABOLA (Basoko, Province Orientale)

Les titres non convertis et ceux n'étant pas en exploitation au moment de la mission de suivi n'ont pas été retenus.

Sur cette base donc, 25 concessions forestières réparties sur trois provinces (Orientale, Equateur et Bandundu) dans 13 territoires administratifs (Kwamouth, Inongo, Kutu, Oshwe, Bolomba, Bikoro, Lisala, Basoko, Bongandanga, Ingende, Ubundu, Banalia, Lukolela) ont été visitées, contre 85 titres forestiers répartis sur 27 territoires en 2012.

3.3. Collecte des données sur le terrain

La collecte des données s'est faite en trois phases.

3.3.1. Revue documentaire

La revue documentaire a consisté à passer en revue l'essentiel des textes légaux et réglementaires devant guider l'observation forestière, ainsi que d'autres documents pertinents pouvant faciliter la collecte des données sur le terrain. Cette revue documentaire a constitué la base légale de référence tant pendant les ateliers qu'avant la descente sur terrain. Ainsi de manière non exhaustive, les lois et règlements suivants ont été compulsés : le code forestier et ses textes d'application, les notes circulaires du Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme (MECNT), ainsi que les différents rapports de l'observation indépendante et des projets techniques du MECNT.

3.3.2. Interviews

Les interviews ont consisté essentiellement en la conduite d'entretiens et échanges avec les représentants des entreprises forestières tant à

³ Voir liste des ONG et des observateurs en annexe

Kinshasa que dans les chantiers d'exploitation, des responsables de l'administration locale, des autorités coutumières et des membres des comités locaux de gestion et de suivi (CLG et CLS) sur des questions telles que la gestion des fonds versés par les entreprises forestières pour la réalisation des infrastructures socioéconomiques, les facilités de transport, les conflits entre les parties prenantes sur le partage des bénéfices issus de l'exploitation forestière, etc.

Les observateurs ont également eu recours à des ONG locales de relais identifiés par eux et ayant une bonne connaissance du terrain. Les représentants des ONG relais ont accompagné les observateurs au cours de leurs investigations. De même les échanges avec les membres des CLG ont aussi donné lieu à des sessions de renforcement de leurs capacités.

3.3.3. Observations directes

Pour obtenir certaines informations sur les accords sociaux des cahiers de charges, les observateurs de la société civile environnementale devaient visiter les villages riverains pour confirmer la réalisation des infrastructures et écouter les témoignages des bénéficiaires afin de s'assurer que les fonds de développement local sont alimentés régulièrement par les entreprises sur la base des déclarations trimestrielles.

3.4. Analyse des données et production du rapport

L'analyse des données et la production du rapport final se sont effectuées en plusieurs étapes :

- Lecture des rapports de mission par le consultant chargé de la rédaction du rapport et séances de travail avec les observateurs des observateurs des ONG partenaires ;
- Séances de travail avec les observateurs pour compléter les informations manquantes ;
- Analyse des fiches de suivi et de diagnostic produits par les observateurs, afin de ressortir les informations importantes et actualiser la base de données des entreprises forestières ;
- Compilation des fiches de monitoring à partir d'une matrice élaborée par le consultant,
- Production d'une synthèse des résultats validés au cours d'un atelier organisé à cet effet,
- Et enfin la production de la première version du rapport.

Photo 9 : Un bateau des grumes sur la rivière Lukenie, Bandundu

4. PRINCIPAUX RÉSULTATS / CONSTATS FAITS EN 2013

4.1. Etat d'avancement du processus de conversion des titres forestiers

Au moment de la production du présent rapport, le nombre d'anciens titres forestiers convertis en contrats de concession forestière publiés conformément à la réglementation sur le site web du MECNT est de trente-six (36)⁴.

⁴http://www.mecnt.gouv.cd/index.php?option=com_content&view=article&id=341:publication-des-contrats-de-concessions-forestieres-signes-avec-plan-de-gestion-et-clauses-sociales-mis-a-jour&catid=30:foret&Itemid=300057

Les informations collectées auprès d'autres sources indiquent que la situation des 80 titres jugés convertibles à la suite du processus de conversion se présente de la manière suivante :

- 54 titres disposent des clauses sociales signées entre les concessionnaires et les communautés riveraines ;
- 15 titres ont été rendus au domaine de l'Etat ;
- 9 titres restent sans clauses sociales comme le montre le tableau 1 ci-dessous :

Tableau 1 : Titres non encore convertis

Société	N° Titre	Province	Situation
APC/TEMVO	007/87	BAS-CONGO	Pas de nouvelles
CFT	013/03	EQUATEUR	Processus de signature en cours
FORABOLA	005/05	BAS-CONGO	l'exploitation industrielle se délocalise du Bas-Congo au profit de la concession 042/11 à Basoko dans la Province Orientale
	006/05	BAS-CONGO	
	009/05	BAS-CONGO	
SICOBOIS	033/04	EQUATEUR	Une nouvelle négociation est en cours
SODEFOR	022/03	BANDUNDU	Deux réunions menées avec le chef de groupement indiquent sa volonté de négocier.
	030/03	BANDUNDU	
	012/03	EQUATEUR	Signature des clauses reportée

MECNT 2013

Au regard des chiffres présentés ci-dessus, il apparaît que le processus de conversion des anciens titres forestiers est pratiquement à son terme. Comme on peut l'observer, les négociations devant aboutir à la signature des clauses sociales pour les neuf titres restant sont relativement avancées et il est à espérer que ce processus qui n'a que trop duré prendra fin au cours de l'année 2014.

REVUE LÉGALE DES TITRES FORESTIERS

La République Démocratique du Congo s'est engagée dans les années 2000 à réformer son secteur forestier qui jusque-là était régi par une loi coloniale datant de 1949. Il s'est agi pour l'Etat de se réapproprier son patrimoine forestier et d'en moderniser la gestion dans une perspective de durabilité. La réforme a été un processus participatif qui a fait intervenir aussi bien les pouvoirs publics, le secteur privé, la société civile que les partenaires au développement. Elle a abouti au vote et à la promulgation de la loi N° 011/2002 du 29 août 2002 portant Code forestier. Le code comporte l'ensemble des dispositions régissant le statut, l'aménagement, la conservation, l'exploitation, la surveillance et la police des forêts et des terres forestières (article 3 du Code forestier). Cette loi est accompagnée par 45 textes d'application pour justement en faciliter la mise en œuvre.

Les principales innovations de cette réforme forestière ont notamment porté sur la nécessité de l'aménagement forestier, l'implication des communautés à travers les forêts des communautés locales, le partage des bénéfices issus de l'exploitation forestière à travers la signature des clauses sociales des cahiers de charges entre les concessionnaires et les communautés riveraines, l'octroi des titres forestiers par voie d'adjudication etc.

Pour assurer la transition entre le texte colonial et les nouvelles dispositions du code forestier, un moratoire sur l'allocation des nouveaux titres forestiers a été décidé le 12 mai 2002 par un arrêté ministériel. De plus, un comité interministériel (CIM) chargé de convertir les anciens titres forestiers qui étaient des garanties d'approvisionnement et des lettres d'intention en contrat de concession forestière. Ces concessions forestières devant être soumises à l'aménagement avec des objectifs de durabilité et de pérennité de la ressource.

Le processus de conversion des anciens titres forestiers a abouti à l'identification de 80 titres jugés convertibles en contrat de concession forestière. La conversion se termine par la signature d'un contrat de concession auquel est annexé un plan de gestion approuvé par l'administration forestière et la signature des clauses sociales entre le concessionnaire et les communautés locales riveraines.

En somme, la cim a jugé 80 titres convertibles sur les 156 titres soumis à son examen. 43 contrats de concession forestière à la fin de l'année 2013.

4.2. Etat des lieux des titres visités au cours de la mission de suivi

Un total de 25 titres forestiers appartenant à 17 entreprises ont fait l'objet de suivi par les ONG environnementales au cours de l'année 2013. Ces titres étaient supposés être tous en activité si l'on en croit les autorisations de coupe⁵ que les entreprises ont demandé et obtenue en 2013.

La superficie totale couverte par le suivi en 2013 est de 3 691 008 ha ou de 4 328 120 ha selon que l'on considère les superficies administratives ou les superficies fournies par les systèmes d'information géographique (SIG).

Au cours de la mission, les observateurs ont noté que tous les titres n'étaient pas en activité pendant la période de suivi, contrairement aux indications reçues. Autrement dit, pour certains titres, soit les opérations d'exploitation forestière étaient suspendues pour diverses raisons, soit les entreprises tournaient au ralenti. Malgré l'obtention d'une autorisation pour l'année 2013, les titres suivants n'étaient pas opérationnels au moment du suivi forestier indépendant :

- 064/05 de Riba Congo,
- 003/04 de Tala Tina pour non signature des clauses sociales,
- 018/95 de la Compagnie des Bois, 008/92 de la SEFOCO,
- 001/04 et 030/05 de ITB,
- 093/03 de SICOBOIS,
- 036/03 et 037/03 de Motema,
- 036/04 et 046/11 de CFT récemment revendus à CAB,
- 002/92 de la Forestière,
- 002/04 d'ITB.

⁵ Les autorisations de coupe industrielle de bois (ACIBO) sont délivrées à des entreprises titulaires de titre d'exploitation et qui en font la demande. Elles sont valables de janvier à février chaque année

Au total, 13 des 25 titres visités, soit plus de la moitié, n'étaient pas opérationnels au moment de la mission, alors que les entreprises avaient presque toutes déjà signé des clauses sociales, ce qui pourrait bien compliquer la réalisation des infrastructures socioéconomiques contenues dans ces accords.

D'autres titres ont fonctionné au ralenti ou de manière intermittente. Les propriétaires de ces

titres ne se sont pas non plus acquittés de leurs obligations vis-à-vis des communautés locales. Il s'agit des titres :

- 002/01 d'ITB dont l'exploitation aurait commencé en mars et était terminée au moment de la mission de suivi en septembre et
- 001/95 de SAFO qui tournerait au ralenti.

Tableau 2 : Liste des titres couverts par le suivi forestier indépendant

N°	Société	N° Garantie	N° Titre	Superficie SIG	Province
1	RIBA CONGO	046/04		37 367	BANDUNDU
2	TALA TINA	003/04		42 554	BANDUNDU
3	FOLAC	025/05		185171	BANDUNDU
4	SODEFOR	031/03	034/11	194 346	BANDUNDU
5	CB	018/95	005/11	148 081	BANDUNDU
6	ITB	002/01	021/11	127 791	BANDUNDU
7		030/05	012/11	80 031	EQUATEUR
8		001/05	013/11	233 809	EQUATEUR
9	SEFOCO	008/92	023/11	416 833	EQUATEUR
10	MEGABOIS	001/04	017/11	135 462	EQUATEUR
11	SICOBOS	032/03	033/11	92 971	EQUATEUR
12		042/03	014/11	125 940	EQUATEUR
13		005/03	015/11	183 773	EQUATEUR
14	SORFOMA	008/11	043/11	152 363	EQUATEUR
15	SCIBOIS	093/03	020/11	234 862	EQUATEUR
16	SAFO	001/95	010/11	329 022	EQUATEUR
17	BBC	045/03	004/11	195 564	EQUATEUR
18	MOTEMA	036/03	024/11	135 669	EQUATEUR
19		037/03	025/11	207 974	EQUATEUR
20	COTREFOR	034/05	009/11	276 761	EQUATEUR
21		033/05	018/11	219.722	P. ORIENTALE
22	CFT	036/04	046/11	146 551	P. ORIENTALE
23	LA FORESTIERE	003/92	002/11	147 447	P. ORIENTALE
24		002/92	001/11	181 920	P. ORIENTALE
25	FORABOLA	011/03	042/11	315 858	P. ORIENTALE
	Total			4 547 842	

Source : Les Rapports de mission des ONG 2013

AMENAGEMENT FORESTIER

L'aménagement forestier constitue l'une des innovations introduites par la réforme forestière en RD Congo. En effet, l'article 71 du code forestier dispose : « toute activité de gestion et d'exploitations forestières est soumise à l'élaboration préalable d'un plan d'aménagement forestier ». En vertu de cet article, l'aménagement forestier s'impose sur tout type de forêt, qu'il s'agisse des forêts classées, des forêts de production de bois, des concessions de conservation ou même des concessions des communautés locales.

Tous les titres convertis en contrat de concession forestière doivent impérativement soumettre à l'administration forestière pour approbation d'un plan d'aménagement forestier dans un délai de quatre ans à compter de la date de la signature du contrat de concession forestière. Il s'agit selon le code forestier de l'ensemble des opérations visant à définir les mesures d'ordre technique, économique, juridique et administratif de gestion des forêts en vue de les pérenniser et d'en tirer le maximum de profit.

L'aménagement forestier est régi en RDC par l'arrêté ministériel N 036/CAB/MIN/ECN-EF/2006 du 5 octobre 2006 fixant les procédures d'élaboration, d'approbation et de mise en œuvre des plans d'aménagement des concessions forestières de production du bois d'œuvre. Par ailleurs, des guides opérationnels ont été élaborés par le ministère en charge des forêts pour assister les concessionnaires forestiers dans l'aménagement de leurs concessions.

4.3. Quid de l'aménagement forestier

Du suivi forestier indépendant par les organisations de la société civile il a été observé qu'en 2013, seulement deux plans d'aménagement (PA) de deux concessions (039/11 de SODEFOR et 009/11 de COTREFOR) avaient été déposés pour validation auprès de l'administration compétente. Par contre, le processus d'aménagement est lancé dans plusieurs autres entreprises. Certaines d'entre elles sont en train de réaliser les inventaires d'aménagement, tandis que d'autres en compilent les résultats ou encore réalisent des études socioéconomiques. Toujours est-il que le processus d'aménagement avance plus lentement que ce qui était attendu.

4.4. Niveau d'exécution des clauses sociales

4.4.1. Quelques réalisations concrètes

Il ressort du suivi forestier 2013 que certaines entreprises font des efforts pour tenir leurs engagements sociaux en contribuant effectivement à la réalisation des infrastructures socio-économiques consignées dans les clauses sociales comme l'indique les quelques cas suivants :

La société SODEFOR⁶ a versé dans le fonds de développement local de la communauté de Mbindjankama, territoire d'Oshwe une somme totale de 203 379 USD (dollars américains) en quatre ans.

⁶ Cette entreprise bénéficie de l'appui de WWF-RDC qui l'accompagne dans l'aménagement et la certification de ses concessions forestières





Photo 10 : Dispensaire d'Esangambala (équipé en matériels) – village Esangambala, groupement Mbindjankama, Territoire d'Oshwé

Cette somme a permis la construction de 45 km de route, 4 centres de santé dont deux achevés, livrés et opérationnels, 16 écoles de 6 salles de classes dont 6 complètement achevées et réceptionnées, 2 maisons d'habitation dont une pour le chef de groupement et l'autre pour le chef de terre. Une deuxième clause a été signée le 6 mars 2013 pour un montant de 440 086,45 USD dans la perspective de l'exploitation du premier bloc quinquennal de la concession 039/11 sous aménagement. De même, 2 dispensaires ont été construits à Mbinza-Danzer et Nongempela, tandis que 5 écoles sont en

construction dans les deux villages avec un taux de réalisation de 80% pour la construction d'une école secondaire à Nongempela.

Les travaux des sociétés SEFOCO et MEGABOIS dans le cadre du contrat N°008/92 à BOLOMBA, ont été amorcés depuis 2012. Les 10% de l'avance, soit 10.500 USD ont été versés dans le FLD (Fonds de développement local). Cependant, tous les travaux sont suspendus à ce jour, une seule école secondaire étant toutefois en cours de construction.



Photo 11 : E.P. YAFUNGA, construit par SAFBOIS (Isangi, Province Orientale)



Photo 12 : Bureau du CLG Alibuku construit par COTREFOR en Province Orientale

En ce qui concerne la société ITB et notamment les titres forestiers N° 001/04 et N° 012/11 à BIKORO, sur 100 maisons prévues, 25 ont été construites. De même, sur les 100 hangars prévus pour les deux villages de Manga et Mpongo à raison de 50 par village, seuls 25 hangars ont été construits au village Manga. Cependant, parmi les 25 hangars construits, un s'est écroulé et trois autres sont inclinés de façon dangereuse.

La Société FORABOLA dans son titre N°042/11 à BASOKO a construit :

Un dispensaire à Bomboma,

Un dispensaire à Bolikango;

- Un dispensaire à Bokau,
- Un dispensaire à Baonde,
- Une école primaire à Likombe
- Le bureau du chef de secteur, actuellement au stade des finitions
- Une école primaire à Bokpoloa, actuellement au stade des finitions ;
- Une école primaire à Bobaula,
- Un dispensaire à Bobati;
- Une école primaire de Yambomba, actuellement au stade des finitions ;
- Une école primaire Badjamba, actuellement au stade des finitions.
- 12 écoles dans le territoire de Basoko.

La société ITB dans sa concession 006/11 a effectué les réalisations suivantes :

- Achat de 3 moulins à manioc (Ekutume, Bobaula, Bolikango) ;
- Achat d'une pirogue de 10m à Badjamba ;
- Achat d'un moteur Yamaha de 25 CV à Badjamba.

Des infrastructures sociales ont également été construites par la société BBC à Ingende.



Photo 13 : Centre de santé construit par COTREFOR Alibuku

4.4.2. Des négligences et suspensions unilatérales des travaux prévus dans le cadre des clauses sociales par les entreprises.

Les missions de terrain font ressortir des arrêts unilatéraux des travaux prévus dans le cadre des clauses sociales de cahier de charges par les entreprises.

Dans le village Lokofa par exemple concerné par le contrat N° 088/03 de la société Megaboïs à Bolomba, les travaux se sont arrêtés il y a plus d'un an. 10 fours pour la cuisson des briques adobes ont été construits, cependant 5 ont été abîmés par les pluies et plus de 35 milles briques sur les 65 mille produites ont été ainsi perdues.

Par contre, on constate que la construction du bureau de CLG par la SICOBOIS reste encore inachevée à POPOLO.

La société SOFORMA dans le contrat N° 08/03 à LISALA - POPOLO a commencé la construction d'une école qui reste jusque-là inachevée.

Le constat général est que le chronogramme arrêté de commun accord au cours des négociations des

clauses sociales des cahiers de charge ou de leurs avenants n'est pas toujours respecté. On observe des retards considérables dans l'exécution des travaux. Ces retards sont imputables entre autres à l'inactivité de certaines entreprises qui, par manque de capacités techniques et financières exploitent leurs concessions de façon intermittente, et à l'inactivité des comités locaux de suivi qui n'assument pas toujours leurs responsabilités dans le suivi des activités des comités locaux de gestion. On pourrait avancer parmi les explications à cette situation le fait que les comités locaux ne disposent pas de manière permanente des moyens techniques et financiers leur permettant de se déployer de façon efficace afin de pouvoir interpellier en cas de besoin les acteurs qui dérogeraient à leurs obligations et la faible capacité managériale des comités locaux de gestion. Le faible niveau d'éducation de la plupart de leurs membres auxquels s'ajoutent les allégations de détournement de fonds par ces derniers contribuent à retarder les réalisations des infrastructures socioéconomiques prévues dans les clauses sociales. Enfin, les entreprises commises aux différentes tâches ne sont pas toujours à la hauteur des travaux qui leur sont confiés.

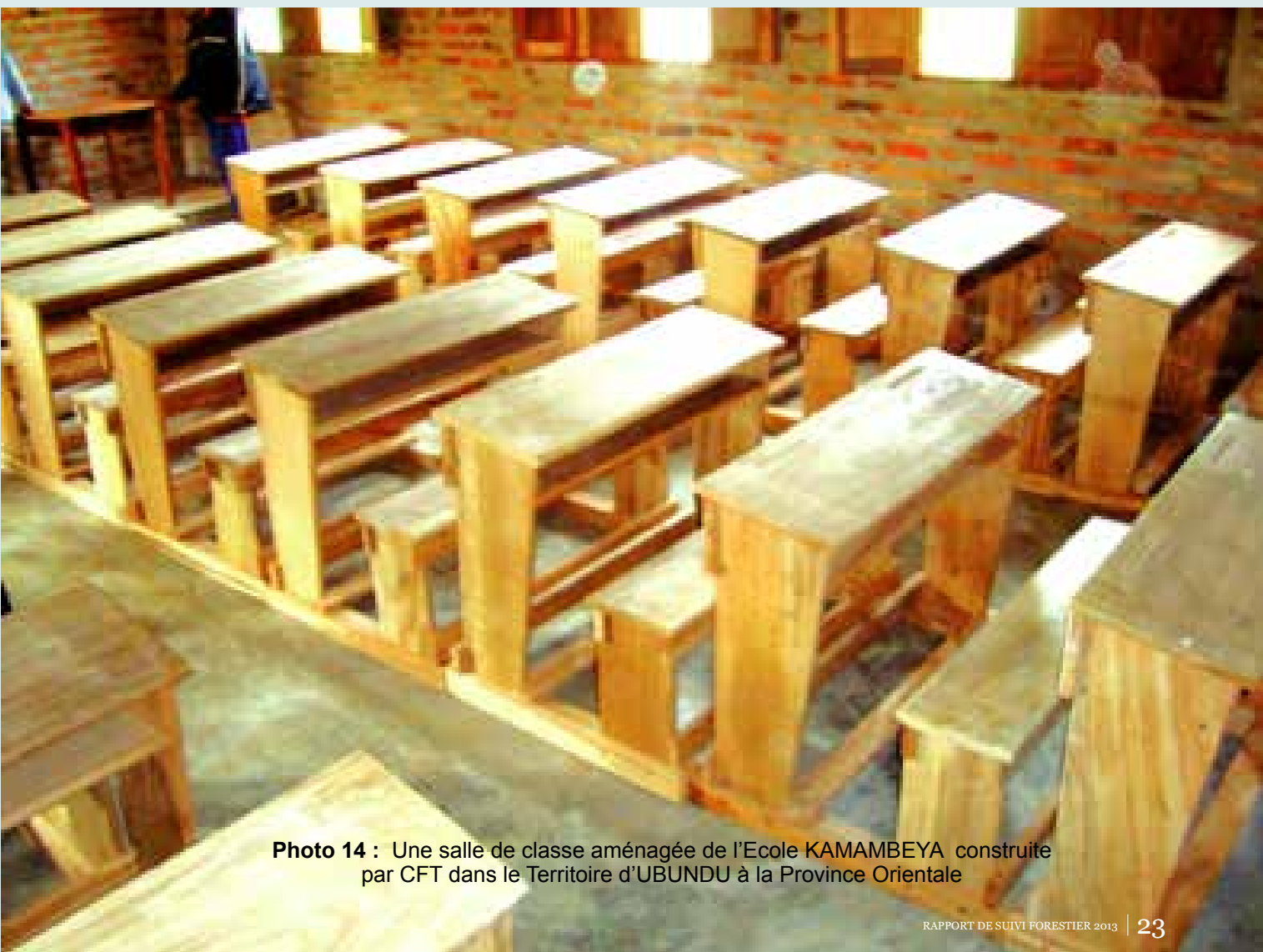


Photo 14 : Une salle de classe aménagée de l'Ecole KAMAMBEYA construite par CFT dans le Territoire d'UBUNDU à la Province Orientale

CLAUSES SOCIALES

La clause sociale des cahiers de charges des concessions forestières est une innovation du nouveau régime forestier Congolais. Elle vise une redistribution au niveau des communautés locales riveraines des retombées de l'exploitation forestière industrielle. Elle constitue avec les plans de gestion, les documents nécessaires à la signature d'un contrat de concession forestière dans le processus de conversion des anciens titres forestiers.

Les clauses sociales définissent les obligations sociales du concessionnaire forestier envers les communautés locales et/ou peuples autochtones, après négociations avec ces dernières. Il s'agit notamment de la réalisation d'infrastructures socioéconomiques au profit des communautés locales et/ou peuples autochtones concernés conformément à un calendrier établi de commun accord entre les parties.

Les types d'infrastructures à réaliser sont énoncés à titre indicatif par les dispositions de l'article 89 du code forestier alinéa 3 point C en ces termes : la construction, l'aménagement des routes ; la réfection, l'équipement des installations hospitalières et scolaires ; les facilités en matière de transport des personnes et des biens.

Conformément aux textes qui réglementent les clauses sociales en République Démocratique du Congo, la construction des infrastructures prévues dans les accords est financée sur la base du versement d'une ristourne de deux à cinq dollars américains par mètre cube de bois d'œuvre prélevé dans la concession forestière. Cette ristourne alimente un Fonds Local de Développement (FDL) géré par un Comité Local de Gestion (CLG) composé d'un délégué du concessionnaire forestier, de cinq représentants des communautés locales/peuples autochtones et d'un délégué de la société civile en qualité d'observateur. Le suivi du fonds est assuré par un comité local de suivi (CLS) placé sous la responsabilité de l'administration du territoire du ressort et est composé entre autres personnes d'un représentant du concessionnaire et de trois représentants de la communauté locale et peuples autochtones.

En 2013, environs 56 clauses sociales ont été signées entre les communautés rivéraines et les concessionnaires forestiers représentant 43 titres forestiers.

4.5. Capacités des CLG et CLS

Les comités locaux de gestion (CLG), constitués des membres des communautés concernées ont la responsabilité de la gestion du fonds de développement local (FDL) alimenté par les contributions du concessionnaire forestier sur la base des volumes de bois produit.

Au cours de la visite des titres, il a été observé que pratiquement tous les CLG sont mis en place et qu'ils fonctionnent au gré et au rythme de l'activité d'exploitation forestière. Ils sont inactifs lorsque l'exploitation est suspendue ou tarde à commencer. Dans ce cas de figure, le FDL n'est pas approvisionné et le fonctionnement, voire la raison d'être des CLG ne se justifient pas forcément.

Même lorsqu'ils fonctionnent, les CLG ne sont pas toujours à la hauteur de la tâche qui leur est confiée. A de nombreuses reprises, voire dans tous les cas, il a été pratiquement impossible aux CLG de faire un point précis de la situation des FDL et des réalisations sociales et de présenter les procès-verbaux des réunions trimestrielles prévues. Les principaux problèmes identifiés sont les suivants :

- Le manque de transparence dans la gestion des FDL : en effet des détournements de fonds ont été allégués dans beaucoup de CLG. Dans certains cas, les coupables ont été privés de liberté comme à Lisala dans une concession SICOBOIS.
- La faible capacité des membres à gérer les FDL : il a été constaté sur le terrain que beaucoup de membres des CLG ne comprennent pas toujours leurs rôles et responsabilités. Le niveau d'éducation est en moyenne relativement bas pour certains.

Très peu d'entre eux ont terminé le cycle primaire et les opportunités de renforcement des capacités initiées surtout par les organisations de la société civile sont plutôt rares.

- L'absence ou l'irrégularité des réunions des CLG : les observateurs n'ont obtenu aucune preuve que les CLG se réunissent régulièrement tel que le prescrit la réglementation. Celle-ci stipule en effet que les CLG doivent se réunir de façon trimestrielle et transmettre les PV de leurs réunions aux CLS pour les besoins de suivi et d'évaluation.

Les comités locaux de suivi (CLS) quant à eux ont la responsabilité du suivi et de l'évaluation de l'exécution des différents engagements pris par les parties au contrat des clauses sociales à travers l'examen des rapports des CLG. Ils sont présidés par l'administrateur du territoire et comprennent les représentants des communautés locales, des peuples autochtones et du concessionnaire forestier.

Les missions de suivi forestier ont aussi noté une certaine perversion des comités locaux de suivi. Il est arrivé dans certains cas que les réunions des CLG et des CLS se confondent alors que leurs compositions respectives sont distinctes. En dehors éventuellement du représentant du concessionnaire forestier, personne ne peut être en même temps membre du CLG et du CLS afin justement d'éviter d'éventuels conflits d'intérêt. En plus, les CLS ne semblent pas toujours avoir suffisamment de capacités pour assurer le suivi-évaluation des clauses sociales. Les modalités de désignation des représentants des comités locaux aux CLS ne sont pas précisées, ce qui peut ouvrir la voie à toute sorte d'abus.

4.6. Conditions de vie difficiles des travailleurs forestiers vivant dans les camps.

Les conditions de vie des travailleurs forestiers laissent à désirer. En effet, les sociétés forestières ne semblent pas respecter la loi en matière du travail.

La société ITB signataire des contrats n° 013/11, 012/11 précisément dans le secteur des Ekonda, dans le Territoire de Bikoro, déclare qu'elle est en faillite, ce qui ne lui permet pas d'honorer ses engagements contractuels. Les travailleurs font état d'arriérées de salaires de 13 mois que la société n'arrive pas à payer.

Les travailleurs de COTREFOR (Chantier de Baulu) déclarent que beaucoup d'entre eux sont restés pendant longtemps des journaliers et demandent à ce que leur situation professionnelle soit régularisée conformément aux dispositions du code du travail.

Ils plaident notamment pour un changement des conditions de vie dans leur camp (base vie) et pour le respect des heures de travail qui vont souvent au-delà des heures légales sans que ces heures supplémentaires ne soient payées.

Cette entreprise a néanmoins commencé à œuvrer à l'amélioration des conditions d'habitation de ses travailleurs.

D'autres exemples sont fournis par les sociétés BBC et MOTEMA I et II actives dans la province de l'Equateur, territoire d'Ingende depuis plus de deux décennies et dont les conditions d'existence des travailleurs dans les bases vie, sont loin d'être humainement acceptables, comme le montre la photo 6 ci-dessous.

Ces conditions de vie doivent interpeller l'exploitant forestier et le pousser à améliorer les conditions de logement de ses agents.

4.7. L'exploitation illégale du bois à la peau dure

Tout au long de la mission de suivi forestier, des pratiques d'exploitation forestière illégales ont été

observées dans certaines concessions forestières. C'est le cas par exemple de la concession de BBC (ex-SOEXFORCO) où plusieurs types d'activités illégales ont été observés :

- Des incursions successives de petits exploitants ont lieu dans les concessions forestières en vue de produire du charbon de bois.
- On retrouve dans cette même concession du bois prétendument coupé par les exploitants artisanaux alors qu'on se trouve en pleine concession forestière destinée à l'exploitation industrielle (voir image ci-dessous). Les auteurs de ces coupes n'ont pas pu être identifiés de manière précise.
- Les exploitants artisanaux se sont progressivement installés dans la concession forestière de BBC, mais ils n'ont pas pu être identifiés en dehors de la Maison KAVUSA.
- Un exploitant artisanal identifié comme Terco coupe du bois dans la concession de Riba Congo moyennant quelques dividendes payés aux communautés locales. Cette situation a amené Riba Congo à porter l'affaire devant la justice contre TERCO (RMP : 867138/PRO24/HBB).

Suite à cette plainte, une réquisition d'information N° 4416/RMP88.400/PRO/HBB du 22/07/2013 a été faite demandant une descente à Kinkole et au port de SOTRACO à Kinshasa Nsele aux fins de procéder à la restitution de 189 grumes de bois Wenge à la société TALATINA. Mais contre toute attente, une autre réquisition d'information n°1558/RMP/4379 a ordonné à la société de transit SOTRACO, gardienne du bois querellé de le restituer à TERCO.

4.8. L'exploitation artisanale du bois en violation de la loi.

La loi prévoit que « l'exploitation des concessions des communautés locales peut être faite soit par elles-mêmes, soit par l'intermédiaire d'exploitants privés artisanaux, en vertu d'un accord écrit. Les exploitants privés artisanaux ne peuvent opérer dans les forêts des communautés locales que moyennant la détention d'un agrément délivré par le Gouverneur de province, sur proposition de l'administration forestière locale »⁸.

L'article 23 de l'arrêté 035 du 05 octobre 2006 relatif à l'exploitation forestière définit l'exploitant artisanal comme : « toute personne physique de nationalité congolaise agréée comme tel, et utilisant pour ses activités une scie en long, ou une tronçonneuse mécanique »

Mais il est aisé de constater que certains détenteurs de permis de coupe artisanale ont des moyens

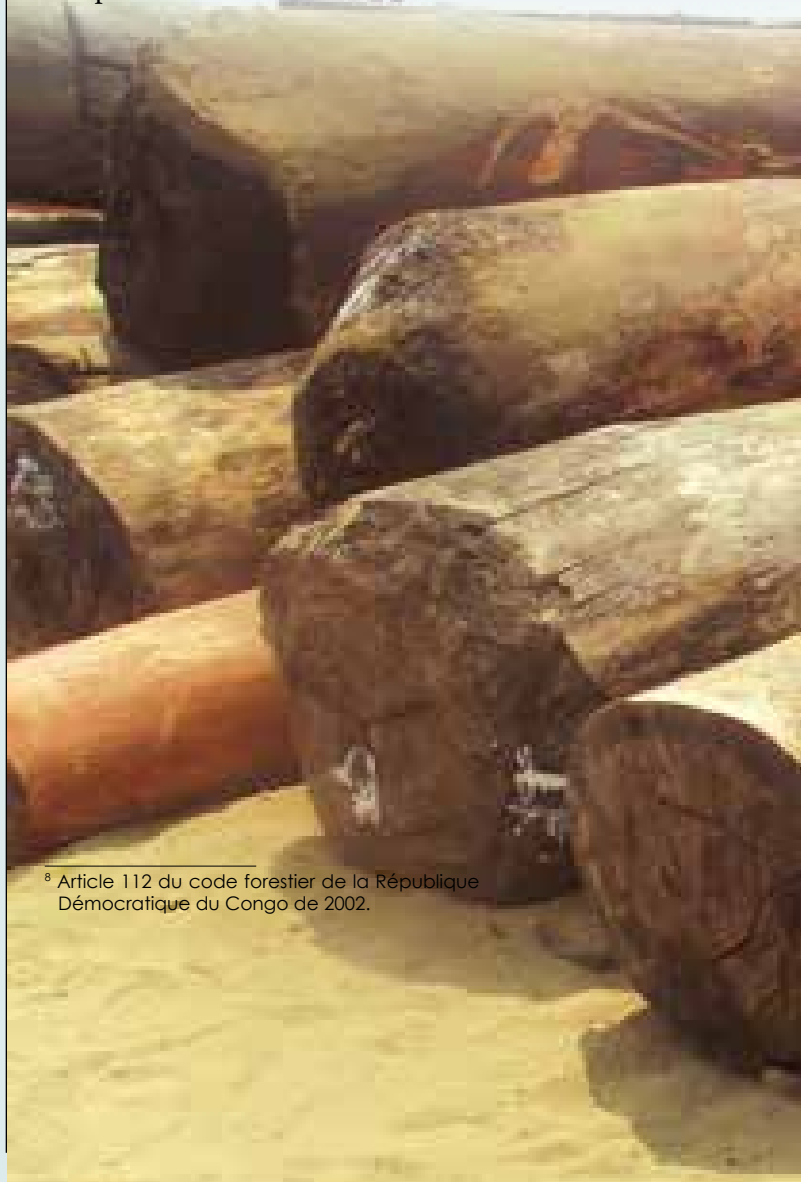
plus importants que ce que prévoit la loi en cette matière, c'est le cas de TERCO qui après avoir terminé l'exploitation dans la partie attribuée à RIBACONGO, s'est déplacé dans les villages Ngambomi et DUMU.

En outre, TERCO est une personne morale qui se livre à l'exploitation artisanale en violation systématique de la loi.

En plus de ces entreprises impliquées dans l'exploitation illégale avec des permis artisanaux, la mission a rencontré sur le terrain de nombreux individus qui s'adonnent à l'exploitation forestière sans autorisation.

4.8.1. L'exploitation artisanale illégale à caractère industriel identifiée.

Alors qu'en République Démocratique du Congo, la loi ne prévoit pas l'exploitation semi – industrielle du bois, certaines sociétés (parfois à capitaux étrangers), et non des individus comme le prévoit la législation, opèrent sous le mode artisanal en utilisant l'acte d'agrément pour personnes physiques. Elles opèrent ainsi dans les concessions forestières dont les activités sont à l'arrêt et en complicité avec ces dernières.



⁸ Article 112 du code forestier de la République Démocratique du Congo de 2002.

Tableau 3 : Activité illégale à Bolomba

Nom	Territoire et Secteur	Distance	Village touché	Lieu d'évacuation
ROMA	BOLOMBA /BUZIRA	120km de DJOA	<ul style="list-style-type: none"> • Impoko • Isaka1 • Isaka 2 • Inkaka • Liyolongo • djete 	Port de tshuapa par bateau

La société responsable de cette activité illégale n'a pas été identifiée précisément. Toutes les informations ci-dessus sont suffisamment détaillées pour permettre à l'administration forestière de diligenter une mission de contrôle.

4.8.2. Présence des opérateurs étrangers dans l'exploitation illégale du bois.

De nombreux témoignages sur le terrain indiquent que la concession n°009/11 appartenant à SCIBOIS serait exploitée par une entreprise apparemment étrangère dont le nom reste inconnu.

Si cette information est avérée, la question qui est posée est celle de savoir s'il s'agit d'une cession, d'une location, d'un échange ou d'un don. Quel que soit le cas de figure, l'autorisation préalable du Ministre en charge des forêts est requise conformément à l'article 95 du code forestier, procédure qui ne semble pas avoir été appliquée.



Photo 15 : Grumes d'origine illégale au Port La colombe à Kinkole/Kinshasa

CONCLUSION

Atravers le suivi forestier indépendant, la société civile environnementale donne sa perception de l'état de l'exploitation forestière en RDC, particulièrement sur les aspects liés à la mise en œuvre des clauses sociales des cahiers des charges, à l'aménagement forestier et à l'exploitation forestière illégale. Cette perception est forcément partielle dans la mesure où seul un échantillon des titres fait l'objet de suivi. Il n'en demeure pas moins vrai que les observations faites sont révélatrices de la réalité de l'exploitation forestière en RDC.

Ce qu'il faut retenir de la mission d'observation 2013 c'est que le processus de conversion tire vers sa fin. Il reste à peine une dizaine de titres en attente de signature de contrat de concession. Ce retard résulterait notamment des retards observés dans la négociation des clauses sociales des cahiers de charge. Ce processus de conversion des titres n'a que trop duré et doit se clôturer.

Dans le même temps, les titres convertis ne sont pas encore aménagés comme le prescrivent les textes réglementaires. Deux entreprises ont soumis des plans d'aménagement pour approbation auprès de l'administration forestière qui n'a pas encore officiellement donné son avis. Bien que des travaux préalables soient engagés par d'autres entreprises dans d'autres titres, les observateurs de la société civile pensent que ce processus est extrêmement lent et mérite d'être accéléré.

La mission observe aussi que beaucoup de titulaires de concessions forestières n'ont pas toujours les capacités techniques et financières pour gérer durablement les portions de forêt qui leur sont concédées. Aussi, beaucoup de titres semblent être laissés à l'abandon sans véritable renonciation. Il en résulte que les forêts non exploitées par les titulaires sont laissées à la merci des exploitants véreux et que les communautés locales ne bénéficient pas des avantages qu'elles sont en droit d'attendre.

Sur le plan social justement, la mission a observé les efforts faits par les entreprises opérationnelles pour honorer leurs engagements vis-à-vis des communautés locales et des peuples autochtones. Toutefois le calendrier arrêté de commun accord n'est pas toujours respecté.

Les comités locaux de gestion et de suivi jouent tant bien que mal leur rôle dans la gestion, le suivi et l'évaluation des fonds de développement locaux, mais restent handicapés par la faiblesse de leurs capacités.



Les conditions de travail dans beaucoup d'entreprises forestières restent précaires et les logements des travailleurs ne respectent pas les standards minimums édictés par la législation en la matière.

L'exploitation illégale continue son bonhomme de chemin, même si on a observé que, par rapport à l'année dernière, l'essentiel des permis de coupe artisanale de bois dans la province du Bandundu par exemple a été délivré non pas à des personnes morales mais bien à des personnes physiques, conformément à la réglementation⁹. C'est dire tout simplement que le message de la société civile environnementale a été entendu par les autorités compétentes.

Eu égard à tout ce qui précède les recommandations majeures suivantes peuvent être formulées :

a) A l'administration forestière

- Renforcer le contrôle forestier au sein et autour des concessions forestières pour s'assurer de leur intégrité et de la régularité des opérations qui s'y déroulent.
- Clôturer définitivement le processus de conversion des anciens titres forestiers en contrats de concession forestière.
- Faire une évaluation des titres convertis aux termes du processus de conversion, afin de s'assurer que les bénéficiaires ou les titulaires ont les capacités techniques et financières pour gérer durablement les forêts qui leur sont concédées et en tirer toutes les conséquences le cas échéant.
- Assurer la distribution des textes réglementaires et autres instructions relatives à la gestion des forêts auprès des administrations forestières décentralisées.
- Mener une réflexion approfondie dans le sens de la professionnalisation des exploitants forestiers artisanaux.
- Instruire une évaluation des capacités des comités locaux de gestion et de suivi en vue d'identifier les besoins en renforcement des capacités et de développer des initiatives efficaces dans ce sens. Cette action peut être menée en collaboration avec la société civile avec l'appui des partenaires au développement.

b) Aux concessionnaires forestiers

- S'assurer du respect strict du chronogramme de réalisation des infrastructures socioéconomiques en faveur des communautés locales et peuples autochtones tel que défini dans les clauses sociales.
- Accélérer le processus d'aménagement de leurs concessions forestières.
- Assurer l'exploitation effective des forêts concédées et respecter leurs engagements vis-à-vis de l'administration et des communautés locales.
- Assurer la surveillance des concessions en collaboration avec l'administration forestière et les communautés locales afin de les protéger contre l'exploitation illégale.
- S'engager dans les processus de certification indépendante de la légalité dans l'attente de la finalisation du processus FLEGT et de la signature de l'APV entre la RDC et l'Union Européenne.

⁹ Voir en annexe une liste non exhaustive des permis artisanaux de coupe de bois attribuée en 2013

- Faire preuve de plus d'ouverture et être disponible au dialogue avec les communautés locales, la société civile et les autres intervenants extérieurs.

c) Aux bailleurs de fonds et ONG internationales:

- Poursuivre la mobilisation des fonds nécessaires pour soutenir la réforme du secteur forestier comme par le passé.
- Soutenir le programme d'accompagnement des Communautés locales peuples autochtones dans la mise en œuvre des accords sociaux dans ses différents aspects de renforcement des capacités par la sensibilisation et la formation.
- Soutenir le travail d'observation indépendante amorcé par la société civile environnementale par des appuis matériels et financiers.
- Continuer le renforcement des capacités des acteurs de la société civile nationale.
- Soutenir le renforcement des capacités des CLG et CLS.

d) Aux communautés locales et peuples autochtones :

- S'impliquer davantage dans le suivi des FDL.
- Dénoncer et si possible s'opposer à toute exploitation forestière illégale, ou à toute activité susceptible de causer la déforestation ou la dégradation des forêts. Ce faisant, les communautés s'acquitteraient ainsi de leurs obligations contenues dans les clauses sociales des cahiers de charge.
- S'assurer d'une gestion saine et transparente des fonds générés par l'exploitation forestière industrielle afin qu'ils servent à contribuer effectivement au développement local de toute la communauté concernée.





Photo 16 : Ecole construite par SODEFOR à Oshwe/Bandundu

Renforcer le contrôle forestier au sein et autour des concessions forestières pour s'assurer de leur intégrité et de la régularité des opérations qui s'y déroulent.

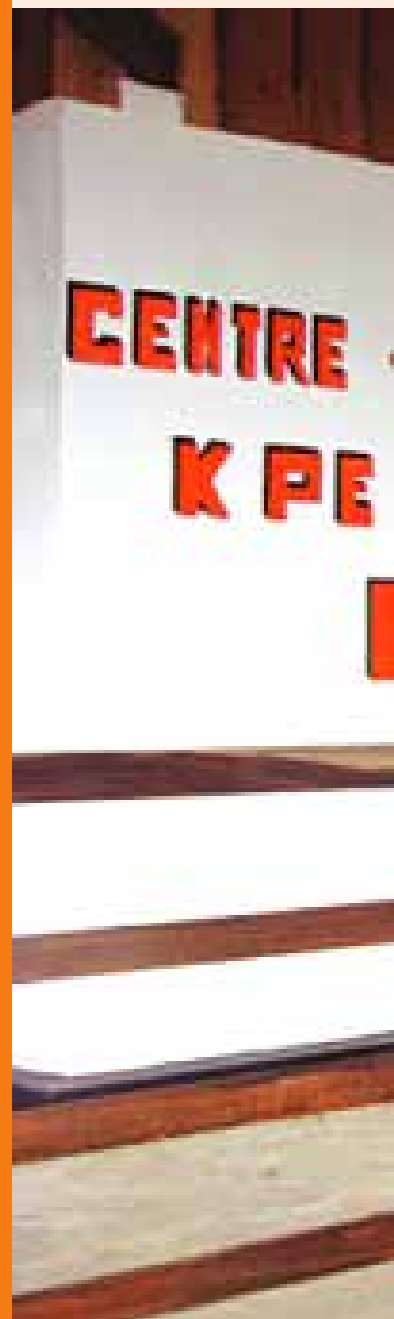
ANNEXE 1

Les clauses sociales du cahier des charges des contrats de concessions forestières en RDC : Une Expérience Enrichissante.

Depuis 2005, suite à une analyse du processus d'élaboration des textes d'application du nouveau code forestier de la RDC promulgué en 2002, le WWF s'est engagé à appuyer cette dynamique dans un esprit de transparence et de concertation. Rapidement, au cours de 4 années qui ont suivi, des comités multi-acteurs se sont mis en place et ont produit une quarantaine de textes pour publication. Cependant, le volet social de l'aménagement durable des forêts étant reconnu comme le plus complexe, un texte particulièrement sensible faisait encore défaut, celui du modèle d'accord sur les clauses sociales à insérer dans le cahier des charges du contrat de concession forestière. En 2009, un atelier national de concertation, appuyé par le WWF, a défini les principales orientations pour la préparation d'un arrêté ministériel fixant cette procédure. Le secteur forestier privé en RDC ainsi que la société civile nationale ont contribué activement à la mise en place de ce mécanisme de partage de bénéfices. Grâce aux financements de la Coopération Allemande et Norvégienne, des expériences de gestion participative des ressources naturelles (GPRN) dans les sites pilotes de certification forestière ont pu être développées, notamment avec la société SODEFOR⁷.

Aujourd'hui, ce mécanisme est en cours dans une soixantaine de concessions forestières de la RDC. Ces clauses doivent être négociées, publiées et mises en œuvre de façon transparente entre l'exploitant et les communautés locales et peuples autochtone (CL/PA), sous le patronage de l'administration décentralisée. Les contrats signés entre les parties stipulent les obligations de chacun et ont valeur légale. Les fonds pourvus par le concessionnaire au prorata de l'exploitation sont versés au fonds local de développement et gérés par un comité local

⁷ Cette communication a été faite par Bruno Perodau et Inoussa Njumboket en 2013 lors de la réunion des partenaires du PFBC tenu à Libreville



de gestion. De plus, un comité local de suivi veille au respect des procédures. Les clauses prévoient aussi un mécanisme de gestion des conflits où les ONG nationales jouent maintenant un rôle actif. Les dernières estimations des montants engagés directement au bénéfice des CL/PA sont de plus de 13 millions de dollars américains pour une période

de 4 ans. Ceci représente une valeur substantielle et une base solide pour la réduction de la pauvreté dans des zones particulièrement défavorisées.

WWF tient à remercier tous ceux qui ont appuyé ce mécanisme innovant.

Photo 17 : Centre de Santé KPENGBE construit par SIFORCO



RÉSULTATS ET IMPACTS DE LA CLAUSE SOCIALE EN RDC

- 13 millions US\$ d'investissements directs prévus aux bénéfices des CL/PA dans 60 concessions forestières depuis le lancement du processus en 2010;
- Environ 1 million de personnes touchées, sensibilisées, organisées, dans environ 500 communautés, autour d'actions socioéconomiques structurantes ;
- Des centaines d'écoles, de dispensaires et de kilomètres de route construits/prévus ;
- Responsabilisation par l'élaboration et mise en œuvre conjointe des travaux ;
- Une soixantaine de fonds de développement locaux mis en place ;
- Implication de l'administration, des ONG et des CL/PA dans le suivi des activités de l'exploitation pour plus de transparence du secteur.
- Expérience de Gestion Participative des Ressources Naturelles capitalisable pour le mécanisme REDD+ en RDC.

ANNEXE 2

Informations sur les ONGs partenaires ayant effectué la mission en 2013

N°	Acronyme	Statut juridique	Date de création	Nom en entiereté	Siège	Province d'intervention
1	ACB	ONG	2008	Action Commune pour la Biodiversité	Kinshasa	Equateur
2	AEHD	ONG	2006	Action Evangélique et Humanitaire pour le Développement	Kinshasa	Bandundu
3	ADPE	ONG	2000	Action pour la Défense des droits des peuples de la forêt et de l'Environnement	Kinshasa	Province Orientale
4	CAGDFT	ONG	2001	Centre d'Appui à la Gestion Durable des Forêts Tropicales	Kinshasa	Equateur
5	CIDB	ONG	2002	Centre d'Information pour le Développement des Batwa	Kinshasa	Equateur
6	DDFK	ONG		Dynamique pour le Développement des Fermiers de Kipwita	Kinshasa	Equateur
7	F&E	ONG	1998	Femmes et Environnement	Kinshasa	Bas-Congo
8	GAPE	ONG	2004	Groupe d'Action pour la Protection de l'Environnement	Kinshasa	Province Orientale
9	GTF	ONG	2002	Groupe de Travail Forêts	Kinshasa	Province Orientale
10	OCEAN	ONG	1994	Organisation Concertée des Ecologistes et Amis de la Nature	Kinshasa	Kinshasa
11	NTOMBOKOLO	ONG	2005	NTOMBOKOLO	Kinshasa	Equateur
12	THALITHA KOUMI	ONG	2002	Lève-toi et Marche	Kinshasa	Bandundu
13	OAN	ONG		Organisation des Amis de la Nature	Kinshasa	
14	OCPE	ONG		Observatoire Congolais pour la Protection de l'Environnement	Kinshasa	
15	ACB	ONG	2008	Action pour la Conservation de la Biodiversité	Kinshasa	Equateur, Bandundu et Province orientale

ANNEXE 3

Concessions forestières visitées par les observateurs en 2013

N°	Société	N° Garantie	N° Titre	Superficie		Province
				Superficie. Administrative.	Superficie. SIG	
1	RIBA CONGO	046/04		48 256	37 367	BANDUNDU
2	TALA TINA	003/04		28 500	42 554	BANDUNDU
3	FOLAC	025/05		179 300	185 171	BANDUNDU
4	SODEFOR	031/03	034/11	107 500	194 346	BANDUNDU
5	CB	018/95	005/11	120 000	148 081	BANDUNDU
6	ITB	002/01	021/11	147 000	127 791	BANDUNDU
7	ITB	030/05	012/11	80 064	80 031	EQUATEUR
8	ITB	001/05	013/11	214 700	233 809	EQUATEUR
9	SEFOCO	008/92	023/11	224 000	416 833	EQUATEUR
10	MEGABOIS	001/04	017/11	121 216	135 462	EQUATEUR
11	SICOBOIS	032/03	033/11	109 320	92 971	EQUATEUR
12	SICOBOIS	042/03	014/11	127 300	125 940	EQUATEUR
13	SORFOMA	005/03	015/11	96 000	183 773	EQUATEUR
14	SOFORMA	008/11	043/11	15 000	152 363	EQUATEUR
15	SCIBOIS	093/03	020/11	229 400	234 862	EQUATEUR
16	SAFO	001/95	010/11	242 952	329 022	EQUATEUR
17	BBC	045/03	004/11	229 476	195 564	EQUATEUR
18	MOTEMA	036/03	024/11	250 000	135 669	EQUATEUR
19	MOTEMA	037/03	025/11	250 000	207 974	EQUATEUR
20	COTREFOR	034/05	009/11	250 000	276 761	EQUATEUR
21	CFT	036/04	046/11	79 000	146 551	P. ORIENTALE
22	LA FORESTIERE	003/92	002/11	140 224	147 447	P. ORIENTALE
23	LA FORESTIERE	002/92	001/11	151 800	181 920	P. ORIENTALE
24	FORABOLA	011/03	042/11	250 000	315 858	P. ORIENTALE

ANNEXE 4

Permis de coupe artisanale de bois octroyés dans la province de Bandundu en 2013

N°	Bénéficiaire	Lieu de coupe	Territoire	Province	N° du permis
1	EMBORO MAKABI Papy	Wamba-Yungu	Kenge	Bandundu	045/PROGOU/ BDD/2013
2	BOFENGOLA BOB	Kikongo/Bakali	Kenge	Bandundu	046/PROGOU/ BDD/2013
3	KASEREKA TSHETSHELE	Mpombi	Oshwe	Bandundu	en attente
4	VAMBANU SEVANI	Nsere II	Bolobo	Bandundu	en attente
5	VAMBANU SEVANI	Nsere I	Bolobo	Bandundu	en attente
6	KASEREKA TSHETSHELE	Nkole-beloy	Oshwe	Bandundu	en attente
7	WEDINA Jean Paul	Enkwo	Kwamouth	Bandundu	061/PROGOU/ BDD/2013
8	WEDINA Jean Paul	Mbomo	Bolobo	Bandundu	en attente
09	NZINGA MBIYA VANGA	Mpesanga1	Idiofa	Bandundu	050/PROGOU/ BDD/2013
10		Kibolo	Masi-manimba	Bandundu	sans permis
11	Eliezer ZIATA MANU	Kiyaka-mbelo	Masi-manimba	Bandundu	051/PROGOU/ BDD/2013
12	KUEZI DIAMONIKA	Gwene	Idiofa	Bandundu	056/PROGOU/ BDD/2013
13	MOTEMA LUSUNG SAL	Forêt de Boku	Kwamouth	Bandundu	060/PROGOU/ BDD/2013
14	KADIMA Jean Louis	Malemba-lemba	Masi-manimba	Bandundu	048/PROGOU/ BDD/2013
15	NGANGA KANZA	Manzonzi	Bulungu	Bandundu	058/PROGOU/ BDD/2013
16	BAMBOKA LOBENDI	Forêt de Bobanda	Kiri	Bandundu	063/PROGOU/ BDD/2013
17	BAMBOKA LOBENDI	Forêt de Bobanda	Kiri	Bandundu	064/PROGOU/ BDD/2013
18	PYTHAGORE MONGA	Limene	Kwamouth	Bandundu	062/PROGOU/ BDD/2013

19	FARAHNAZ KOKOBILE	Bomedjuri	Bolobo	Bandundu	055/PROGOU/BDD/2013
20	FARAHNAZ KOKOBILE	forêt de Mongama	Bolobo	Bandundu	054/PROGOU/BDD/2013
21	Djibril KOKOBILE	Nsere 3	Bolobo	Bandundu	053/PROGOU/BDD/2013
22	Djibril KOKOBILE	Nko	Bolobo	Bandundu	052/PROGOU/BDD/2013
23	KALALA Laurent	Impiam	Idiofa	Bandundu	065/PROGOU/BDD/2013
24	SCTP/ONATRA	Concession_ Onatra	Oshwe	Bandundu	Industrielle
25	Josephine MAYUMA	Ikungu Nsor'Nkin	Idiofa	Bandundu	066/PROGOU/BDD/2013
26	SELEMANI SHABANI	Mbuntsie	Kwamoth	Bandundu	032/PROGOU/BDD/2013
27	URED BIN SEFU KARIM	Kila/Liduma	Kwamouth	Bandundu	047/PROGOU/BDD/2013
28	MBOMA LIPASA	Monkana	Kwamouth	Bandundu	042/PROGOU/BDD/2013
29	ONOMBI LOKEKA Patric	Bekoma	Oshwe	Bandundu	040/PROGOU/BDD/2013
30	MAFAKI MAMPATA	Fwalemba	Kenge	Bandundu	043/PROGOU/BDD/2013
31	KAVUSA MUTSUVA	Mbende yalema	Oshwe	Bandundu	038/PROGOU/BDD/2013
32	LESIKUMONA (DIJO)	Dungu	Kutu	Bandundu	039/PROGOU/BDD/2013
33	SELEMANI SHABANI	Faluo	Kwamouth	Bandundu	033/PROGOU/BDD/2013
34	OMEMBA Alphonse	Bwanda2	Oshwe	Bandundu	sans permis
35	PYTHAGORE MONGA	Ngamilele	Kwamouth	Bandundu	067/PROGOU/BDD/2013
36	NGOMA MAYAS	Falio Bloc 1	Kwamouth	Bandundu	068/PROGOU/BDD/2013
37	NGOMA MAYAS	Falio Bloc2	Kwamouth	Bandundu	069/PROGOU/BDD/2013
38	BOMONZO FREDDY	Lutu-betende	Oshwe	Bandundu	en attente
39	BOMONZO FREDDY	Lutu-betende	Oshwe	Bandundu	070/PROGOU/BDD/2013
40	KIALA TSHIBAMFUMU	Wamba	Kenge	Bandundu	072/PROGOU/BDD/2013
41	KAPENDE JUSTIN	Kikwati/Mapangi	Kenge	Bandundu	071/PROGOU/BDD/2013
42	LUFWA KATSHI'OKO	Saboleme	Mushie	Bandundu	073/PROGOU/BDD/2013

43	MOKE BENI	Mibe	Kwamouth	Bandundu	074/PROGOU/ BDD/2013
44	ONGD/CODEKI	Lewani-Bloc2	Kwamouth	Bandundu	015/PROGOU/ BDD/2013
45	ONGD/CODEKI	Lewanie-Bloc1	Kwamouth	Bandundu	016/PROGOU/ BDD/2013
46	NGAMUYOLO Alphonse	Bloc5	Kwamouth	Bandundu	017/PROGOU/ BDD/2013
47	KILOLO NGANZEY	Mpembe	Kwamouth	Bandundu	en attente
48	NEW-SOMAN	Lueme	Kwamouth	Bandundu	en attente
49	NEW-SOMAN	Ngamilele	Kwamouth	Bandundu	en attente
50	MWAMBA NSENDA	Nkembimi	Mushie	Bandundu	sans permis
51	FULUKA BINTON	Ledumu	Kwamouth	Bandundu	en attente
52	KILOLO NGANZEY	Mbuli	Kwamouth	Bandundu	en attente
53	KALALA BALOUF	Mobu-Bampi	Kwamouth	Bandundu	073/PROGOU/ BDD/2013
54	KISEKI OMAR	Kanza-kiwamba	Bulungu	Bandundu	028/PROGOU/ BDD/2013
55	LUZOLO CARLOS	Mayuku	Masi-Manimba	Bandundu	026/PROGOU/ BDD/2013
56	SONGABAU MAKALA	Mayuku	Masi-manimba	Bandundu	035/PROGOU/ BDD/2013
57	BIDUAYA IDRISSA	Kitsako	Masi-manimba	Bandundu	019/PROGOU/ BDD/2013
58	NKOY JEANNE	Kibeti	Masi-manimba	Bandundu	012/PROGOU/ BDD/2013
59	TEMBENI SIMARO	Mubuma-kikondji	Masi-manimba	Bandundu	031/PROGOU/ BDD/2013
60	LUBUNGU NGATSHU	Bomenjuri	Bolobo	Bandundu	en attente
61	LONGWANGO MPETI	Izono	Mushie	Bandundu	sans permis
62	ASSO-MIMU	Lekey	Kutu	Bandundu	sans permis
63	MONSENGO ERIC	Lekwi	Kutu	Bandundu	sans permis
64	GOSHEN BOIS	Mbara	Mushie	Bandundu	037/PROGOU/ BDD/2013
65	Jean MUDING MILWON	Mbaku	Idiofa	Bandundu	sans permis
66	LUBAMBA GEORGES	Engambo	Kwamouth	Bandundu	029/PROGOU/ BDD/2013
67	KILESA TABU NESTOR	Nsiamia	Kwamouth	Bandundu	0 /PROGOU/ BDD/2013
68	MATANGILA LOUIS	Miboro	Kwamouth	Bandundu	030/PROGOU/ BDD/2013
69	KASEYA TAZY	Onko	Oshwe	Bandundu	en attente

70	PYTHAGORE MONGA	Limene	Kwamouth	Bandundu	067/PROGOU/BDD/2013
71	SAKA-SAKA/TROPICAL	PiÚ/Diankara	Kwamouth	Bandundu	004/PROGOU/BDD/2013
72	DIEU.DONNE LUAKA	Liduma	Kwamouth	Bandundu	006/PROGOU/BDD/2013
73	DIEU.DONNE LUAKA	Liduma	Kwamouth	Bandundu	005/PROGOU/BDD/2013
74	BOLA BOFENDA	Entsho	Kwamouth	Bandundu	009/PROGOU/BDD/2013
75	MPETI MIRIE	Lebu	Bolobo	Bandundu	007/PROGOU/BDD/2013
76	MPETI MIRIE	Lebu	Bolobo	Bandundu	008/PROGOU/BDD/2013
77	KUBALUKA SHAILA	Bokoni	Kutu	Bandundu	010/PROGOU/BDD/2013
78	MINA MUPEPE	Luba	Bulungu	Bandundu	001/PROGOU/BDD/2013
79	MONSHE MPELA	Lebawn	Kutu	Bandundu	002/PROGOU/BDD/2013
80	BOKUNGA KO NGEMPALO	Yelu/Lilo	Oshwe	Bandundu	024/PROGOU/BDD/2013
81	BOKUNGA KO NGEMPALO	Lilo	Oshwe	Bandundu	025/PROGOU/BDD/2013
82	ANGEMA BOIS	Ilanga	Idiofa	Bandundu	050/PROGOU/BDD/2013
83	MBIKI DORCAS	Malemba-lemba	Masi-manimba	Bandundu	022/PROGOU/BDD/2013
84	CONGO-ZONE	Sekie	Kutu	Bandundu	023/PROGOU/BDD/2013
85	DIKU SYLVAIN	Kimomo bloc2	Kwamouth	Bandundu	013/PROGOU/BDD/2013
86	DIKU SYLVAIN	Kimomo bloc 1	Kwamouth	Bandundu	014/PROGOU/BDD/2013
87	NZIOZI ALPHONSE	Lekey	Kutu	Bandundu	en attente
88	FALIANA	Pio-pio	Idiofa	Bandundu	

Coodination Provinciale de l'Environnement, Conservation de la Nature et du Tourisme Bandundu, 2013

100%
RECYCLE



Notre mission est de
Arrêter la dégradation de l'environnement et ainsi le monde est combiné un
avant de lui être l'ennemi pour nous une en tant que seule nature.
wwf.fr